



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

délocalisations

Question écrite n° 67071

Texte de la question

M. Christian Estrosi demande à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur de bien vouloir lui préciser les raisons pour lesquelles, selon lui, le nombre d'implantations françaises à l'étranger a progressé de plus 21 %, d'après une enquête réalisée par la direction des relations économiques extérieures.

Texte de la réponse

Le nombre d'implantations françaises à l'étranger a progressé de 21 % entre 1998 et 2000, d'après le recensement effectué par les postes d'expansion économique de la direction des relations économiques extérieures. L'implantation française à l'étranger reste fortement concentrée : les cinq premiers pays d'implantation (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Belgique), également principaux partenaires commerciaux de la France, concentrent à eux seuls 50 % des effectifs totaux. Par ailleurs, les pays industrialisés accueillent les deux tiers des effectifs des implantations françaises à l'étranger, qui emploient au total 3,5 millions de salariés. La présence française s'est affirmée dans toutes les zones entre 1998 et 2000, avec une progression marquée en Amérique latine (+ 45,4 %), dans les pays du Proche et Moyen-Orient (+ 38,1 %) et en Asie (+ 27,7 %). Les effectifs des filiales françaises installées dans les pays émergents représentent un quart des effectifs totaux. L'Union européenne concentre cependant 38 % des implantations françaises à l'étranger, et 36 % des effectifs. Par rapport au précédent recensement, ces derniers ont encore progressé de 12 %.

	2000				1998				ÉVOLUTION 1998-2000	
	Nombre	(%)	Effectifs (milliers)	(%)	Nombre	(%)	Effectifs (milliers)	(%)	Nombre	Effectifs
Total	19 177	100	3 565	100	15 823	100	2 528	100	+ 21,2	+ 41,0
Pays industrialisés	10 622	55,4	2 332	65,4	8 907	56,3	1 592	63,0	+ 19,3	+ 46,5
Union européenne	7 305	38,1	1 273	35,7	5 947	37,6	1 132	44,8	+ 22,8	+ 12,4
Hors Union européenne	3 318	17,3	1 059	29,7	2 960	18,7	460	18,2	+ 12,1	+ 130,3

Pays en transition et en développement	8 555	44,6	1 162	34,6	6 916	43,7	936	37	+ 23,7	+ 31,7
PECO et CEI	1 919	10	164	4,6	1 606	10,1	121	4,8	+ 19,5	+ 35,2
Amérique latine	1 259	6,6	394	11,1	866	5,5	268	10,6	+ 45,4	+ 47,3
Asie	2 616	13,6	327	9,2	2 049	12,9	184	7,3	+ 27,7	+ 77,5
Proche et Moyen-Orient	794	4,1	83 829	2,4	575	3,6	49 382	2	+ 38,1	+ 69,8
Afrique	1 967	10,3	263 084	7,4	1 820	11,5	313 159	12,4	+ 8,1	+ 16
32 pays émergents ⁽¹⁾	5 886	30,7	923 354	25,9	4 815	30,4	649 350	25,7	+ 22,2	+ 42,2

(1) Pays émergents retenus ici : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Egypte, Hong-Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Kazakhstan, Malaisie, Maroc, Mexique, Pakistan, Philippines, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Russie, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Venezuela, Vietman.

Cette évolution est le reflet du mouvement d'internationalisation des entreprises françaises. Depuis plusieurs années, les grands groupes français prennent pleinement part à la globalisation de l'économie et sont impliqués dans des opérations de fusions et d'acquisitions de grande ampleur. Certaines de ces opérations, telles que le rachat d'Orange par France télécom ou la fusion de Vivendi avec Seagram en 2000, sont parmi les plus importantes de l'année. Cette stratégie de réorganisation de leurs structures à l'échelle mondiale illustre tout à la fois la nécessité pour les groupes français d'atteindre une taille critique leur permettant de se positionner sur les marchés clés, que leur bonne santé financière. Les entreprises françaises ont ainsi pleinement pris la mesure de l'espace économique européen et poursuivent une stratégie de développement visant à faire émerger des entreprises européennes de taille suffisante pour affronter la compétition internationale, en acquérant des actifs déjà existants et en optimisant leurs structures. Ce phénomène est révélateur de la bonne santé des groupes français, perceptible également à travers l'activité soutenue de leurs filiales. En 2000, les flux financiers entre affiliés ont en effet atteint 27,6 milliards d'euros, dont plus d'un tiers correspond à l'octroi de prêts par des entreprises de télécommunication à leurs filiales européennes. La France compte ainsi 13 groupes parmi les 100 plus grands groupes transnationaux dans le classement du World Investment Report 2001 de la CNUCED. Grâce à l'engagement international de ses entreprises, la France occupe la deuxième place des investisseurs à l'étranger en 2000, derrière le Royaume-Uni, mais pour la première fois devant les Etats-Unis. Les flux d'investissements directs à l'étranger ont quadruplé entre 1998 et 2000 où ils atteignent 187,2 milliards d'euros. A fin 1999, le stock des investissements français à l'étranger s'élevait à 324,4 milliards d'euros contre 236,5 milliards d'euros à fin 1998, soit une progression de 37,2 %.

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 67071

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : commerce extérieur

Ministère attributaire : commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 octobre 2001, page 5709

Réponse publiée le : 24 décembre 2001, page 7417